

LA FRANCE ET RÁKÓCZI

Origines véritables de l'intervention de Louis XIV

A M. le Professeur Emeric Lukinich.

Dans le long drame que fut la guerre de Succession d'Espagne, l'insurrection de François II Rákóczi a joué un des rôles les plus importants. Et cependant, malgré l'abondance des documents conservés dans les Archives d'Etat, tant à Budapest qu'à Paris, l'histoire de la collaboration entre la France et le prince de Transylvanie reste, quant à ses origines mêmes, imparfaitement étudiée.

Le but de la présente étude est de prouver — non par un point d'amour-propre national qui n'a pas de place ici, mais parce que ce fait initial permet seul de comprendre toute la suite de la politique française à l'égard de Rákóczi — que c'est le Prince qui, le premier, fit appel à Louis XIV.

C'est précisément parce qu'il avait été sollicité et non solliciteur, parce qu'il avait eu l'habileté de se laisser prier par Rákóczi, que Louis XIV put se refuser à tout traité écrit, à cette alliance formelle que, jusqu'au dernier jour, le prince réclama vainement. Quelque sympathie, très sincère, qu'il eût pour Rákóczi, le Roi, ayant « barre » sur lui, en usa : diplomatie n'est pas philanthropie.

Ainsi s'éclaire le double jeu du cabinet de Versailles s'appliquant, dix ans durant, à entretenir une insurrection aussi profitable aux intérêts de la France, sans jamais s'engager envers les insurgés.

Rákóczi fera-t-il mine, parfois, de vouloir négocier avec l'Empereur ? tout aussitôt quelque opportun envoi d'argent ou... de promesses l'encouragera à continuer la lutte¹. Mais, en même temps, on prendra soin de ne jamais le

(1) Archives du ministère des Affaires étrangères. *Correspondance politique Hongrie et Transylvanie*, t. 9, nos 164, 165.

dissuader directement de traiter, afin de ne pas lui donner des arguments pour plus tard¹.

Sera-t-il vainqueur ? on lui prodiguera les bonnes paroles... « *Je contribuerai avec plaisir à la continuation des avantages que vous avez remportés* » lui écrira Louis XIV en décembre 1703, « *et vous devez être assuré que je seray bien aise de faire connoître par les assurances que je vous donneray la mémoire que j'ai conservée de vos ancêtres aussy bien que l'estime et l'affection particulières que j'ay pour vous*². »

Assurances... estime... affection...

Sollicitera-t-il ? on le bercera d'espoirs... En mars 1704, le Roy mandera à son ambassadeur en Pologne : « *Mon-sieur de Bonnac ne doit pas refuser définitivement les demandes que le Prince Ragotzi luy fera, mais répondre de manière que sans engager le Roy ce Prince puisse espérer de plus grands secours dans l'occasion* »³. Et comme, vers le même temps, l'Empereur offrant de traiter en donnant la garantie des Rois de Suède et de Pologne, et de l'Electeur de Brandebourg, Rákóczi — dans la crainte que Louis XIV fasse la paix sans l'y comprendre — paraîtra un instant ébranlé, Maron, secrétaire de l'ambassade de France en Pologne, se servira habilement de la Palatine de Belz pour l'en détourner ; il lui fera écrire par la Palatine une lettre dont il aura, de sa propre main, rédigé le brouillon... Ainsi, rendra-t-il compte au Roi, « *comme c'est elle qui parle, j'ai crû pouvoir y mettre tout ce qui m'a paru devoir exciter M. le Prince Ragotzi à ne se point relâcher. J'aurais été plus réservé sur quelques points, si cette lettre eût été écrite par quelque personne dont les avances eussent pû engager absolument Vostre Majesté*⁴. »

C'est Villars qui, non sans cynisme, nous révèle dans ses *Mémoires* que Des Alleurs, dont le caractère lui semble très « *propre à entretenir noise* », s'applique à « *empescher les mécontents d'estre jamais contents* » et à « *échauffer la division qui est entre les Germains et les Huns*⁵ ». Et d'ajouter, en

(1) Aff. Étr. Pologne 136, f^{os} 110, 167.

(2) Aff. Étr. Hongrie 9, f^o 152.

(3) *Ibid.*, f^{os} 127, 128.

(4) Aff. Étr. Pologne 114, f^o 221.

(5) Lettre de Villars à Des Alleurs, 16 juin 1705. *Mémoires*, t. II, p. 340.

grand seigneur, que tout cela n'est que « *petites bagatelles* »...

Quand, dans l'été de 1705, Rákóczi, ne voulant pas, selon ses propres termes, « *s'asseoir entre deux chaises* », lui mettra nettement le marché en main¹, Versailles gagnera encore du temps en posant comme premières conditions d'une alliance, la proclamation de Rákóczi comme Prince de Transylvanie, et la déchéance des Habsbourgs. Quitte à ne rien changer au fond de sa politique le jour où ces conditions auront été emplies.

Plus tard, en 1710, alors que la défaite apparaîtra certaine, Fierville, afin de « *soutenir encore quelque temps les affaires de Hongrie* » laissera les Hongrois espérer une intervention du tsar, à laquelle il ne croit pas le moins du monde².

Et quand, à la fin de 1712, Rákóczi décidera de se rendre en France, Besenval s'efforcera jusqu'au dernier instant de le retenir à Dantzig, sans doute parce qu'il estimera ce voyage propre à nuire à sa cause en réveillant l'animosité de la Cour de Vienne, mais aussi parce que le cabinet de Versailles souhaitera de garder en réserve contre l'Empereur, à portée de la Hongrie, cette menace constante de nouveaux troubles³. Calcul qui reparaitra quelques mois plus tard quand, en juin 1713, Torcy essaiera d'obtenir du Roi de Pologne, pour Rákóczi, « *un azile assuré où son séjour pourra causer de justes inquiétudes à la Cour de Vienne*⁴ »...

Ainsi s'explique enfin que, lors des négociations préliminaires du traité de Rastadt entre Villars et Eugène de Savoie, le sort de Rákóczi pourra être mis en balance avec celui, purement privé, du cardinal de Bouillon, et écarté sans plus de débats quand le plénipotentiaire français refusera, au nom du Roi, le retour en France du grand aumônier⁵.

N'oublions pas, pourtant, que si Louis XIV — tenant, à l'exemple de François I^{er}, la Turquie pour le seul point

(1) Lettre de Rákóczi à Vettes, 29 août 1705. Fiedler, *Fontes rerum austriacarum*, t. 9, p. 15.

(2) Aff. Étr. *Hongrie* 16, f^o 11.

(3) Aff. Étr. *Pologne* 136, f^{os} 37, 159, 164, 167, 171, 196, 203, 213, 217, 245, etc.

(4) Aff. Étr. *Pologne* 139, f^o 264.

(5) Villars, *Mémoires*, t. IV, p. 9, 21. Emmanuel Théodose de La Tour d'Auvergne, cardinal de Bouillon, grand aumônier de France, disgracié par le Roi, était passé aux Pays-Bas.

d'appui oriental contre l'Autriche — ne vit dans la Hongrie qu'un champ de bataille ou un enjeu, et dans l'insurrection de 1703 qu'une simple diversion à utiliser au mieux de ses intérêts, l'attitude de Rákóczi lui-même ne fut pas toujours propre à encourager le Roi à modifier ces conceptions ni à s'engager plus avant avec lui.

Trop souvent le Prince laissa paraître qu'il n'avait pas de plan politique défini, et apparut même disposé à traiter avec l'Empereur à qui, parfois, il fit d'inattendues protestations de fidélité¹. Candidat à la principauté de Transylvanie, on le verra entamer des négociations diplomatiques pour obtenir la succession du duché de Courlande², ou, plus tard, le trône de Livonie ou une vice-royauté en Espagne³...

Comment, dès lors, Louis XIV dont le seul but, absolu, était l'abaissement de la Maison d'Autriche, eût-il pu faire entièrement fond sur lui ?

N'oublions pas que si le Roi envoya peu d'hommes sur les champs de bataille de Hongrie — parce qu'assailli de toutes parts, il n'aurait pu le faire sans péril, et que l'indiscipline régnant parmi les lieutenants de Rákóczi n'était guère faite pour lui inspirer confiance — il ne ménagea pas les secours en argent ; et que si, le trésor étant épuisé, les dernières annuités furent irrégulièrement payées, le total des sommes envoyées fut néanmoins très important.

N'oublions pas que, s'il se servit de lui, Louis XIV fit des efforts sincères pour remercier Rákóczi d'une collaboration dont il ne mésestimait pas toute l'utilité. Ainsi, dès 1707, instruisait-il M. de Ricous, désigné comme envoyé extraordinaire auprès du Roi de Suède, d'appuyer activement les Hongrois auprès du Roi, et de le préparer à soutenir leur cause quand viendrait la paix générale⁴.

Sans doute, cette paix venue, ne put-il rien pour lui. Mais n'oublions pas qu'alors, la France, écrasée par ses ennemis, n'avait été sauvée au bord de l'abîme que par un miraculeux renversement de l'opinion anglaise. Comment, dans une telle extrémité, Louis XIV, vieilli par les

(1) Aff. Étr. *Hongrie* 9, f° 153 ; *Hongrie* 16, f° 10.

(2) Aff. Étr. *Pologne* 139, f° 80, 164.

(3) Instructions de Rákóczi à l'abbé Brenner. Aff. Étr. *Hongrie* 17, f° 259-287.

(4) Instructions aux ambassadeurs, Suède, 20 janvier 1707.

revers et les deuils, et qui, en 1706, perdant courage, avait été jusqu'à proposer à ses adversaires un traité désastreux, comment eût-il osé compromettre les chances d'une paix inespérée ? De Rodosto, Rákóczi lui-même écrivait plus tard : « *A Dieu ne plaise que j'ay été abandonné à la paix de Rastadt, car j'ay bien veu, et le feu Roy m'avoit même publiquement déclaré avec une bonté approchant à la tendresse, qu'il n'avoit pû faire autrement...*¹ »

Et l'hospitalité que le Prince reçut à la Cour de France, sa retraite aux Camaldules — que, malgré l'orientation nouvelle de sa politique, le Régent ne cessa de protéger contre les démarches de l'Empereur — furent pour le proscrit des heures de paix au seuil de son exil.

Ainsi, ayant rendu à César ce qui est à César, et replacé dans l'enchaînement des faits dont ils sont solidaires, les événements que nous allons considérer, pourrons-nous étudier avec l'impartialité que commande l'histoire les trois années décisives de la vie de François II Rákóczi.

La paix de Karlowitz, signée le 26 janvier 1699, en enlevant aux Turcs les dernières possessions qu'ils détenaient encore en Hongrie, avait définitivement affirmé la mainmise de l'Autriche sur ce pays.

Mais deux ans ne s'étaient pas écoulés que, déjà, dans toute la patrie magyare, des magnats aux paysans, grondait un sourd et violent mécontentement contre la maladroite oppression germanique.

Seul, manquait le CHEF.

C'est alors que le comte Nicolas Bercsényi — qui semble bien avoir été l'âme véritable du soulèvement, autant et plus même, peut-être, que Rákóczi, mais qui laissa la direction à ce dernier à cause de son nom prestigieux — éveilla l'énergie du prince et le poussa à l'action.

Restait à trouver au dehors un appui sans lequel toute insurrection contre la puissante Cour de Vienne était condamnée à l'échec ; appui que donnerait, seule, évidemment, une nation ennemie décidée de cette Cour.

(1) Rákóczi à M. de Morville, ministre des Affaires étrangères, de Rodosto, 3 mars 1724. *Aff. Étr. Hongrie* 17, 1^{re} 342.

Deux Etats s'offraient au choix du jeune chef : la France et la Turquie, toutes deux adversaires traditionnelles de l'Autriche.

L'alliance turque ? la Hongrie venait de la pratiquer pendant seize années, avec Emeric Thököly : elle s'était achevée en désastre. La Porte, vaincue, avait entraîné dans sa défaite la cause de la libération magyare ; écrasée à Zenta, humiliée à Karlowitz, affaiblie, découragée, que pourrait-elle avant longtemps ?

Et cette alliance avec l'Infidèle, outre qu'elle répugnait aux Hongrois chrétiens, n'était-elle pas une arme à double tranchant, risquant de faire simplement repasser la Hongrie d'un joug sous un autre ?

De l'autre côté était la France avec laquelle, depuis un siècle, trois alliances avaient déjà été conclues.

Rákóczi se tourna vers la France.

* * *

Les circonstances semblaient à ce moment favoriser les ambitions de Rákóczi. Depuis de longs mois, le roi d'Espagne, Charles II, agonisait ; il n'avait pas d'enfants ; et l'on pouvait prévoir avec certitude que sa mort, imminente, serait le signal d'une lutte sans merci entre le Roi Très-Chrétien et l'Empereur, bien décidés tous deux à mettre sur le trône devenu vacant un souverain de leur dynastie.

L'heure était donc propice — où l'Autriche allait se trouver aux prises avec de graves difficultés et, sans doute, une nouvelle guerre — pour s'insurger contre elle.

Le 1^{er} novembre 1700, de Vienne où il résidait alors, Rákóczi écrivit, de sa main, à Louis XIV.

Sur cette lettre et sur celle qu'il écrivit en même temps à Louis-François-Marie Le Tellier, marquis de Barbesieux, secrétaire d'Etat à la guerre, on a longtemps épilogué.

Dès 1734, rédigeant ses *Lettres de Turquie*, César de Saussure niait complot et missives, et énumérait, à l'appui de son opinion, des « réflexions », en vérité naïves et peu probantes, dont voici quelques-unes :

1. Le Prince se déclare très-innocent de ces accusations dans plusieurs de ses ouvrages, surtout dans celui qu'il intitule ses *Confessions Générales*.

- II. Supposons que le Prince et les Seigneurs hongrois eussent projeté quelque chose d'approchant à ce dont il était accusé ; l'auraient-ils confié à un étranger, à un officier de l'Empereur, à un homme qu'ils ne connaissaient que depuis deux jours, s'il faut ainsi dire ? et s'ils l'avaient fait, où aurait été leur prudence ? et même leur bon sens ?
- VI. On ne fit jamais voir au Prince, ni à qui que ce soit, les prétendues lettres qu'on avait remises à Longueval pour le Roi de France et pour ses ministres, etc...¹.

Le premier argument, déjà, n'est pas exact : dans sa *Confessio Peccatoris* Rákóczi a raconté sans détours pourquoi et comment il écrivit les deux lettres :

« Quibus omnibus ego ab ipsismet legatis mihi amicis rescitis, futurorum eventu et belli imminentis præsagiis hilaris in Hungariam discessi rerum conjuncturas amicis relaturus ; quorum communi opinione conclusimus intentiones nostras regi Galliarum communicare et patrocinium ejus exorare, ad quod recurrere proavi mei tractatus, se ad successores quoque tractantium extendens, dederat mihi ansam. Quæstio solummodo supermansit indecisa : num hoc per communicationem verbalem et nuncium ad legatos prædicti regis mittendum, num per literas regi exarandas fieri oporteret ?...² »

Cependant, malgré cet aveu non déguisé, la disparition des lettres incriminées — dont on ne connaissait que de brefs extraits en langue allemande, par les pièces du procès dont elles furent la cause — laissait planer le doute sur la culpabilité de Rákóczi.

Le Prince n'avait-il pas été, sur de simples présomptions, la victime d'un procès de tendances ?

« Or la découverte récente de ces précieuses lettres dans les archives militaires autrichiennes, à Vienne³, vient d'apporter la preuve qu'elles étaient un appel direct au Roi de France, suffisant — si voilées qu'en fussent les allusions, si prudents qu'en fussent les termes — pour jus-

(1) *Törökországi levelei* (1730-1739), publiées par Thaly Kálmán. Budapest, 1909. t. III, p. 110. Lettre I, de Pera, 29 janvier 1734.

(2) Budapest, 1876, p. 72.

(3) *Kriegsarchiv. Hofkriegsrath.*, 1706. Exp. Jul., nr. 141.

tifier, aux yeux de la Cour de Vienne, l'arrestation et la condamnation de Rákóczi¹.

En voici le texte littéral² :

« Sire

« Ma famille a assez souvent reçu des marques de votre roiale protection, et vous L'avés Sire, si genereusement accordée a tous ceux des princes de L'Europe, qui vous l'ont demandée jusqu'à présent, pour que j'espere, que V. M. voudra bien aussi L'accorder dans cette conjoncture a ma patrie, dont l'oppression est si connue, qu'il n'est pas necessaire, que j'en trace icy les tristes images, pour exciter Sire, votre compassion, et porter l'inclination bien faisante de V. M. a nous être pere, protecteur et Libérateur : C'est Sire, sur ce pied que je vous envisage depuis que la raison m'a donné des yeux, pour admirer toutes les grandes choses, que vous avés faites en faveur des oppressés ; et C'est Sire, sur ce meme pied, que je viens au nom de ce royaume vous demander la continuation d'un appuy, dont il a déjà tant de fois ressenti les effets, pour vous y engager Sire je ne m'etendray pas sur la situation generale de nos affaires, puis que V. M. en est sans doute bien informée ; je diray seulement que L'union n'est pas moins forte parmi nous, que le mecontentement n'est general, que les querelles de religion et les differens interets des familles particulieres qui ont toujours été si fatales aux projets de la nation, sont tout à fait assoupies, ou reglées, et que le but des trois états, comme des trois religions, n'est que de concourir unanimement au bien public, desorte que Si V. M. a la bonté de nous seconder, je ne doute nullement que la protection, que nous vous demandons, n'ait des suites bien plus avantageuses, que du passé ; pour mon particulier, je m'estimerai trop heureux de pouvoir employer le rang et le credit que Dieu m'a donné parmi mes compatriotes pour la gloire de V.M. et à vous marquer Sire, que L'inclination, et la veneration que j'ay heritées de mes ancetres pour votre personne sacrée, ont plus de part, qu'aucun autre motif à l'attachement que j'ai pour vos interets. Le gentilhomme porteur de cette, qui a eu L'honneur de servir V. M. aura celui de vous en éclaircir plus au Long, aussi bien que du profond respect avec lequel je suis Sire

De votre majesté

tres humble, tres obeissant et tres
aquis serviteur

François prince de Ragotsky. »

(1) Quoiqu'en ait prétendu Rákóczi lui-même dans une lettre du 27 avril 1713, à Louis XIV : « Les lettres que j'ay eu l'honneur d'écrire à V. M. (: *quoy que nullement contraires aux lois de Hongrie* :) furent la cause de ma prison... » *Aff. Étr. Hongrie* 17, f° 59.

(2) Publié par M. le Pr Emeric Lukinich, dans *Archivum Rákócziánum*, t. XI, Budapest, 1935, p. 201 et sq.

La lettre destinée à Barbesieux, plus brève, évoquait le souvenir du grand Louvois, père du jeune ministre, et disait le profit que la gloire et les intérêts du Roi tireraient du succès de cette affaire.

A ces deux lettres Rákóczi joignit des instructions¹ pour le messager qui devait les porter à la Cour de France ; on y lisait déjà, outre une pressante demande d'argent, le mot de « diversion », argument si souvent invoqué par la suite.

On sait comment, avec une imprudence que César de Saussure a, sans le vouloir, justement appréciée, Rákóczi choisit pour confident... un officier au service de l'Autriche.

Quarante-huit heures ne s'étaient pas écoulées que le capitaine de Longueval demandait audience à l'Empereur et lui livrait lettres et instructions. Léopold en prit connaissance, mais, jugeant plus politique de laisser se préciser le complot, et curieux sans doute de lire la réponse de Louis XIV, laissa Longueval partir pour Versailles avec des copies des deux lettres. Quelques semaines plus tard, les plis étaient remis à leurs destinataires.

La réponse que Barbesieux, seul, fit le 18 décembre, en termes vagues d'une prudence extrême, ne fut, en fait, qu'une courtoise fin de non-recevoir :

« Monsieur

« J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire du premier du mois passé ; je commencerai par vous remercier de toutes les honnêtetés, dont elle est remplie, et vous supplier d'être persuadé d'une parfaite reconnaissance de ma part ; j'ai écouté avec toute la confiance, que vous m'avez marqué, que je pouvois prendre, celui qui me l'a rendue, et j'ai fait de la lettre, qui y étoit jointe, l'usage que vous désiriez, elle a été reçue avec envie de correspondance à vos desirs mais il ne me paroît pas, par les raisons que vous dira celui, qui est chargé de cette lettre, qu'il soit tems de faire eclorre encore vos résolutions, L'on prendra toutes les mesures les plus convenables pour vous les faciliter, et je vous supplie d'être persuadé, que je profiterai de cette occasion de vous marquer que je suis très véritablement

Monsieur

vosre très humble et très obeissant serviteur
Barbesieux. »

(1) *Ibid.*, p. 224 et sq.

Mais le roi d'Espagne étant mort le 1^{er} novembre 1700 — le jour même où Rákóczi écrivait à Louis XIV sa première lettre — le duc d'Anjou, monté sur le trône le 24 novembre sous le nom de Philippe V, était devenu, par le seul fait de son avènement, l'ennemi de Léopold, frustré de la couronne qu'il avait convoitée pour son second fils, l'archiduc Charles.

Les calculs de Rákóczi se réalisaient. Pour dilatoire que fût la réponse de Barbesieux — que Longueval lui avait remise après l'avoir, à son passage à Vienne, communiquée à l'Empereur — le prince, malgré l'opposition formelle de Bercsényi qui voulait que la négociation¹ (le mot est de lui) se fit par le canal du roi de Pologne s'empressa donc d'écrire à Louis XIV, de Munkacs, le 11 février 1701, une nouvelle lettre où il le remerciait des « espérances de sa royale protection ».

La lettre prit aussitôt, comme les trois précédentes, le chemin de Vienne. Mais, cette fois, l'Empereur estima qu'il en savait assez ; il arrêta la lettre et, après un simulacre d'arrestation de Longueval, Rákóczi fut enlevé de son château de Saros, le 19 avril 1701, conduit à Eperjes, puis interné à la forteresse autrichienne de Wiener-Neustadt.

*
* *

L'ambassadeur de France à Vienne, le marquis de Villars, futur maréchal, n'avait même pas été informé par le jeune Barbesieux — son ennemi personnel — des lettres écrites par Rákóczi.

Aussi apprit-il avec stupéfaction, avant même l'arrestation du Prince, le bruit courant dans toute l'Allemagne qu'on avait saisi sur Longueval — qu'il n'avait vu de sa vie — des paquets de lui « très importants et que l'on ne pouvoit déchiffrer² ».

Telle était son ignorance du rôle de Longueval que, dans la même lettre du 13 avril 1701 où il rendait compte

(1) Du Héron à Louis XIV. Varsovie, 1^{er} juillet 1701. Aff. Étr. Pologne 109, f^o 434.

(2) *Mémoires du maréchal de Villars*, publiés par le marquis de Vogüé, 1884, t. I, p. 332-333. Et rapports de Villars à Louis XIV. Vienne, 6 avril 1701, Aff. Étr. Autriche 77, f^o 191 ; 13 avril 1701, ibid., f^o 208.

au Roi de cette rumeur publique, il lui faisait part, et sans établir le moindre rapport entre les deux faits, des inquiétudes qui commençaient à naître du côté de la Hongrie où, disait-il, l'Empereur avait de « très-mauvais sujets dont seul le manque de protection empeschoit la mauvaise volonté de paroître ».

Dix jours plus tard, Villars, confirmant le mouvement de révolte en Hongrie, mandait à Louis XIV l'arrestation de « Ragotskj » et témoignait son étonnement que le Prince eût pu entrer dans quelque conspiration.

« Je le connois parfaitement », écrivait l'ambassadeur, « c'est un jeune homme fort bien fait, parlant bien plusieurs langues, qui paroist beaucoup de bon sens, de sagesse, et surtout d'une telle docilité dans sa famille que je ne l'aurois jamais soupçonné d'en manquer dans les occasions où il est si dangereux de la perdre. Et dans tout le commerce que nous avons eü ensemble, il ne luy est jamais échappé une parole qui pût me le faire regarder comme un homme capable de former une révolte. Peut-estre qu'il est arrêté sur de légers soupçons car il n'en faut guère pour qu'un Alleman soit disposé à croire un Hongrois coupable, tant la hayne est constante entre ces deux nations. »

Et Villars terminait ainsi :

« Ce qu'il y a de certain, c'est que si les Hongrois ont eü quelques desseins, l'Empereur au moins sera parfaitement persuadé que le Ministre de Vostre Majesté n'y a pas eü la moindre part.¹ »

Tel n'était pas, en tout cas, l'avis du public qui, ouvertement maintenant, accusait Villars d'avoir lui-même fomenté la révolte avec les Hongrois. Et les ragots allant leur train, on assurait qu'une lettre tombée de sa poche avait fait découvrir le complot².

Dans la rue même, le peuple grondait et menaçait ; Villars s'étant rendu en carrosse à une exposition, le portier

(1) Villars à Louis XIV. Vienne, 23 avril 1701. Aff. Étr. *Autriche* 77 ; f° 234. Cf. aussi, *Mémoires du Maréchal de Villars*, t. II, p. 345 : lettre de Villars à Des Alleurs, 16 juin 1705 : « Bien des compliments de ma part à M. le Prince de Ragotski. J'ay eu bien peur pour luy dans les périls où je ne l'avois pas jetté, ainsy que les impériaux le publioient, car je n'avois aucune connoissance de ses affaires. »

(2) Villars à Louis XIV. Vienne, 30 avril 1701. Aff. Étr. *Autriche* 77, f° 263.

referma violemment la porte au nez de ses chevaux quand il l'eut reconnu. Malgré l'affront, l'ambassadeur de Louis XIV dut battre précipitamment en retraite devant l'émeute menaçante.

Mais quand cette hostilité passa du peuple à la Cour, et que les courtisans de ses amis s'éloignèrent de lui à leur tour, Villars qui avait cru, jusqu'alors, devoir mépriser les discours populaires sur son intelligence prétendue avec les insurgés, dut s'adresser au comte de Kaunitz, premier ministre de l'Empereur, pour s'en expliquer avec lui. Le comte lui fit de grandes protestations d'honnêteté, lui conseilla de laisser dire et lui donna pour protéger l'ambassade une garde armée qui fut acceptée¹.

De Versailles, le 9 mai 1701, Louis XIV écrivit à Villars en réponse à sa lettre du 23 avril :

« La conduite que vous avez tenue depuis que vous êtes à Vienne doit en effet persuader que vous n'avez nulle part aux desseins des Hongrois. Elle suffiroit pour en convaincre quand mesme on pourroit douter de l'éloignement que j'auray toujours de favoriser des sujets rebelles à l'autorité légitime de leurs souverains. J'ay lieu de croire que l'Empereur ne peut douter de mes sentimens à cet égard. »

Et comme Villars lui avait mandé avoir reçu la visite mystérieuse d'un secrétaire du comte de Kaunitz, venu en cachette de son maître l'avertir qu'on voulait l'arrêter, et lui proposer le moyen de quitter Vienne sans danger, il le mit en garde contre des avis hypocrites, inspirés sans doute par les ministres mêmes de l'Empereur pour lui faire faire une fausse démarche que l'on prendrait pour un aveu².

Quelques semaines plus tard, Villars ayant eu audience

(1) *Idem*, 27 avril 1701. *Ibid.*, f° 245. Cf. aussi *Mémoires*, t. I, p. 333 ; et t. II, p. 273, une lettre à M. de Puysieux, envoyé de France auprès des cantons suisses, 16 décembre 1702 : « L'Empereur eut la bonté de faire déclarer par M. le comte de Kaunitz que Sa Majesté Impériale estoit parfaitement informée que je n'avois jamais ouï parler de tout ce qui regardoit le Prince de Ragotsky et les Hongrois, qu'elle m'honoroit de toute l'estime due à un ministre qui, servant un maistre dont les interests estoient opposez, avoit toujours montré une conduite d'une probité sévère ».

(2) Louis XIV à Villars. Versailles, 9 mai 1701. *Ann. Étr. Autriche* 77, f° 265.

de l'Empereur pour lui annoncer la mort de Monsieur, frère du Roi, profita de l'occasion pour faire une allusion aux injustices que les gens mal informés ou mal intentionnés lui avaient faites au sujet des affaires de Hongrie ; Léopold lui répondit avec beaucoup de bonté qu'il connaissait trop son caractère pour n'être pas persuadé qu'il n'y aurait jamais rien dans sa conduite que l'on ne dut attendre d'un homme d'honneur, et il l'assura que sur cette affaire, il ne lui était rien revenu qui pût lui causer la moindre peine¹.

Mais, au fond, la Cour de Vienne ne devait pas être fâchée que la France fût accusée de complicité avec ses ennemis, dans le moment que l'affaire d'Espagne menaçait de rallumer, une fois de plus, la guerre entre les deux pays.

*
* *

Tandis que Rákóczi était enfermé à Wiener-Neustadt, Nicolas Bercsényi, averti à temps, avait pu s'enfuir en Pologne.

Le 26 mai 1701, le colonel Du Héron, ambassadeur de France à Varsovie depuis avril 1700, écrivait au Roi :

« Le Comte Nicolas Berchini, Gouverneur de Segedin, considérable par sa naissance, par son crédit et par son expérience dans le mestier de la guerre, s'est réfugié en Pologne. Il a demandé au Roy de Pologne sa protection. Il me paroist assez disposé à la luy accorder. *Il m'a écrit aussy une lettre où il semble vouloir insinuer que les Hongrois se flattoient de celle de Vostre Majesté².* »

Dans les derniers jours de juin, Bercsényi s'étant rendu à Varsovie y eut une entrevue avec Du Héron, et s'ouvrit aussitôt à lui de ses projets. A l'entendre, l'emprisonnement des principaux conjurés n'avait en rien compromis les chances du soulèvement. Il se sentait de force à exciter en Hongrie de grands mouvements ; mais ne voulant pas, avec raison, exposer sa patrie à de nouveaux malheurs sans être certain de pouvoir la délivrer de ceux qu'elle

(1) *Mémoires*, t. I, p. 346. Philippe, duc d'Orléans, était mort le 9 juin 1701.

(2) Du Héron à Louis XIV. Varsovie, 26 mai 1701. Aff. Étr. Hongrie 9, f° 66.

souffrait, il entendait ne rien entreprendre avant d'être assuré du concours du Roi de France et du Roi de Pologne. On engagerait ce dernier à intervenir par l'offre du trône de Hongrie, la couronne de Pologne semblant, à ce moment, mal assurée sur sa tête¹.

A Du Héron qui lui avait transmis cette demande, Louis XIV répondit avec bon sens que, devant profiter au seul Roi de Pologne, l'affaire devait être traitée directement entre les Hongrois et ce Prince, et qu'il ne convenait pas d'y entrer en aucune manière². Il ajoutait encore, quelques jours plus tard, qu'il était trop incertain des sentiments véritables du Roi Auguste pour rien entreprendre de concert avec lui, et qu'au demeurant, il n'était pas, lui Roi de France, en guerre avec l'Empereur³.

Mais ni Bercsényi, ni Du Héron — devenu, non sans diplomatie, un avocat enflammé de la cause magyare — ne se découragèrent ; et, de juillet à novembre, ce fut, entre Varsovie et Versailles, un échange incessant de suppliques et de refus.

Le 14 juillet 1701, Bercsényi remit au Roi de Pologne un projet écrit — long exposé de la situation et des désirs de la Hongrie — dont Du Héron, quelques jours plus tard, envoya une copie à Louis XIV⁴.

On y lisait :

« La Hongrie est encore en estat de secouer le joug qu'on luy a imposé si elle est aidée de Sa Majesté Très Chrétienne et du Roy de Pologne. On est persuadé que si ce Prince désire de prendre la protection de cette nation et d'en devenir le Roy, il seroit à propos qu'il fit une alliance très-étroite avec Sa Majesté Très Chrétienne par laquelle Sa Majesté luy promettroit de continuer avec toutes ses forces la guerre d'Italie afin de ne pas donner à l'Empereur le tems de se reconnoitre et lui oster les moyens de renvoyer ses troupes dans ses Estats Héréditaires.

« De ne pas faire la paix avec l'Empereur quand même il voudroit renoncer à ses prétentions sur les Estats de la Monarchie d'Espagne sans avoir pourveu à la seureté du nouveau gouvernement de Hongrie de concert avec le Roy de Pologne.

(1) Idem, Varsovie, 1^{er} juillet 1701. *Aff. Étr. Pologne* 109, f^o 434.

(2) Louis XIV à Du Héron. Marly, 28 juillet 1701. *Ibid.*, f^o 453.

(3) Idem, Versailles, 4 août 1701. *Ibid.*, f^o 467.

(4) Du Héron à Louis XIV. Varsovie, 14 juillet 1701. *Ibid.*, f^o 464.

« De luy donner des subsides et de les continuer jusqu'à ce que l'on ait pu recouvrer les revenus royaux en Hongrie, etc. »¹.

Ce mémoire, qui ne proposait à la France que des charges sans aucun avantage, n'était guère de nature à emporter l'adhésion de Louis XIV.

Du Héron le comprit sans doute, et, prononçant pour la première fois le grand mot, il suggéra au Roi qu'un soulèvement en Hongrie ferait une *diversion* propre à « déconcerter tous les projets de l'Empereur² ».

Philippe V, nous l'avons vu, avait été proclamé Roi d'Espagne le 24 novembre 1700. Dès le début de 1701, en prévision d'une attaque autrichienne contre les possessions espagnoles en Italie, une armée française sous les ordres de Catinat avait occupé le Milanais. Les hostilités avaient commencé en mai par l'arrivée de 30.000 impériaux commandés par le Prince Eugène de Savoie. Mais, malgré quelques revers auxquels Catinat avait mis fin par une sage retraite sur des positions meilleures, la situation des troupes royales restait très bonne.

Très satisfaisante aussi, la position diplomatique de la France : la Bavière avait signé un traité avec elle le 9 mars ; la Savoie s'était alliée avec l'Espagne et la France le 6 avril, et le Portugal avait suivi son exemple le 18 juin, par le traité de Lisbonne.

Aussi, malgré les assurances de Bercsényi que son entreprise, appuyée sur un parti considérable, était immanquable s'il parvenait à rentrer en Hongrie³, l'argument de Du Héron laissa-t-il Louis XIV fort indifférent.

L'offre d'envoyer en secret Bercsényi à Versailles pour l'éclairer de vive voix n'eut pas plus de succès⁴ : inébranlable, le Roi répondit que pareille visite lui semblait inutile, et que le Comte ferait mieux ses affaires en restant auprès du Roi de Pologne avec lequel toute action éventuelle devrait être négociée directement⁵.

(1) Aff. Étr. Hongrie 9, f° 12 ss.

(2) Du Héron à Louis XIV. Varsovie, 14 juillet 1701. Aff. Étr. Pologne, 109, f° 464.

(3) Idem, 4 août 1701. Ibid., f° 511.

(4) Idem, 11 août 1701. Ibid., f° 521.

(5) Louis XIV à Du Héron. Meudon, 1^{er} septembre 1701. Ibid., f° 536.

La signature même d'une « Grande Alliance », le 7 septembre, entre l'Autriche, l'Angleterre et les Pays-Bas, ni la menace d'une déclaration de guerre par les coalisés, quand il eût reconnu pour Roi d'Angleterre le fils de Jacques II Stuart, mort en exil le 18 septembre, ne modifièrent son opinion.

Outre l'inutilité même d'une diversion à ce moment, si la déclaration de guerre de l'Empereur supprimait une des deux objections qu'il avait faites, quelques semaines auparavant, à une intervention de la France dans les affaires de Hongrie, l'autre — sa défiance d'Auguste II — restait entière.

Il savait, par Du Héron lui-même, que les Hongrois souhaitaient cette intervention de la France pour qu'elle fût, en quelques manières, garante des promesses du Roi de Pologne¹.

Or, on n'ignorait pas à Versailles que, tandis qu'il faisait négocier par son ministre Jordan, dès la fin de 1700, un traité avec la France, Auguste correspondait secrètement avec l'Empereur : duplicité que les événements allaient bientôt confirmer avec éclat.

Enfin, les rapports de Ferriol, ambassadeur de France à Constantinople, signalant au Roi la décadence de la nation turque — soutien habituel des soulèvements hongrois — ne pouvaient que l'affermir dans son abstention.

Faisant suite à plusieurs lettres où il avait dit la misère d'Emeric Thököly, réfugié en Turquie, et son vœu d'aller finir ses jours en France, Ferriol écrivait de Péra, le 3 septembre 1701 :

« Je crois la conspiration de Hongrie, dont les Allemands ont fait tant de bruit, purement imaginaire... Le Prince Tekely n'est pas sorti de Constantinople... Le Grand Seigneur est bien éloigné de faire une querelle aux Allemands. Cet Empire est dans la décadence, les troupes sans discipline, les finances sans ordre et les ministres qui gouvernent sans application, ils ne songent qu'à jouir des douceurs de la paix ; ainsy bien loin de faire cesser cette heureuse tranquillité, ils aimeraient mieux souffrir des Allemands que de les inquiéter. Le Prince Ragosky, fils de la Princesse Tekely, a esté à la vérité arrêté à Vienne, et on pourroit croire qu'il avoit

(1) Du Héron à Louis XIV. Varsovie, 18 août 1701. *Ibid.*, t^o 549.

quelque intelligence avec sa mère et le Prince Tekely son beau-père. Cependant je suis un témoin fidèle que depuis dix ans que je suis en Turquie, ils n'ont eu aucun commerce ensemble, et que le Prince Ragosky n'a jamais écrit à sa mère ni envoyé le moindre secours pour l'assister dans l'extrémité où elle est réduite, quoiqu'il soit en possession de tous ses biens et que par le traité qui fut fait de l'échange de la Princesse Tekely avec le Général Eyster, l'Empereur eut consenty que le Prince Ragosky fit une pension à sa mère de 2.000 ecus par an, ce qu'il n'a pas exécuté. Toutes ces raisons me font croire qu'il n'y a rien de réel dans cette conspiration, ne pouvant pas m'imaginer que les Hongrois malgré leur antipathie avec les Allemands, eussent osé se soulever sans espérance d'aucun secours¹. »

* * *

Dans les premiers jours de novembre, un incident vint démontrer brutalement aux Hongrois ce qu'ils pouvaient attendre de la Pologne, et justifier la prévoyante sagesse de Louis XIV. Bercsényi, qui avait décidé de se rendre en Valachie pour y attendre en sûreté et à proximité de la Hongrie un soulèvement de ce pays, fut attaqué en chemin par l'escorte même que lui avait imposée Beuchling, premier ministre d'Auguste, dont les attaches avec Vienne étaient connues. Le Roi lui-même — malgré les protestations contraires qu'il crut devoir faire à Du Héron — ne dut pas être étranger à cette tentative d'assassinat à laquelle Bercsényi n'échappa que par miracle.

Il y avait d'ailleurs, entre la Pologne et l'Empereur, des pactes qui permettaient à ce dernier de poursuivre dans ce pays ses sujets rebelles.

Mandant l'événement à Louis XIV, le 17 novembre, Du Héron, enfin désabusé, écrivait :

« Il y a peu de fond à faire sur la foy du Roy de Pologne...². »

(1) Ferriol à Louis XIV. Péra, 3 septembre 1701. Aff. Étr. *Turquie* 38, f° 117. Il ignorait les démarches de Rákóczi auprès du Roi.

(2) Du Héron à Louis XIV. Varsovie, 17 novembre 1701. Aff. Étr. *Pologne* 110, f° 218.

*
* *

Mais le même mois de novembre devait être marqué par un événement heureux et décisif pour la cause magyare :

Le 7 novembre 1701, Rákóczi s'évadait de Neustadt.

Aussitôt, en Autriche, les rumeurs malveillantes qui avaient naguère désigné la France comme complice de la conjuration hongroise, la rendirent encore responsable de cette évasion. Il suffit, cependant, de parcourir les rapports de M. de Morreton, secrétaire et remplaçant de Villars (qui, dès la guerre déclarée, était rentré en France), pour se convaincre que l'ambassade française à Vienne était, cette fois encore, absolument étrangère à l'événement. On y suit curieusement, de lettre en lettre, les variations de l'opinion.

Le 9 novembre, Morreton écrivait à Torcy :

« Le bruit est que le Prince Ragotskj s'est sauvé avant hier de Neustat. L'opinion générale est qu'il a esté sourdement expédié (*c'est-à-dire exécuté secrètement*), et que l'on répand dans le monde son évasion pour esviter quelque rébellion nouvelle¹. »

Le 12, au contraire, c'est à l' « extrême bonté » de Léopold qu'on attribuait l'évasion...

« L'on tient beaucoup de différens discours sur l'évasion de M. le Prince Ragotskj. Plusieurs sont persuadés que l'Empereur, par son extrême bonté, y a consenty. Cependant le capitaine qui le gardoit est aux fers. Il faudra quelque temps pour demesler la vérité de tout ce mistère². »

Quatre jours plus tard, enfin, la vérité se faisait jour :

« L'opinion que l'on avoit que M. le Prince Ragotskj fust secrettement exécuté est absolument détruite. Il est seur qu'il s'est sauvé, ayant gagné le capitaine de dragons de Castel qui le gardoit. Voicy comme l'on conte l'affaire...³ »

(1) Morreton à Torcy. Vienne, 9 novembre 1701. *Aff. Étr. Autriche* 78, f° 365.

(2) Idem, 12 novembre 1701. *Ibid.*, f° 372.

(3) Idem, 16 novembre 1701. *Ibid.*, f° 379.

Suivait le récit détaillé de l'évasion.

Et le 19, la mise à prix de la tête de Rákóczi achevait d'enlever toute illusion sur l'« extrême bonté » impériale...

« L'on assure que l'on a mis à prix la teste du Prince Ragotskj, que celui qui pourra l'amener en vie aura dix mille florins de récompense, et six mille pour celui qui n'apportera que sa teste¹. »

Morreton, accusé d'avoir fourni l'argent de l'évasion, reçut, comme Villars, des menaces ; mais, comme lui, il eut la sagesse d'y rester insensible.

« Lors de l'évasion de M. le Prince Ragotskj à laquelle on veut au moins que j'aye contribué par l'argent », écrivait-il à Torcy le 7 décembre, « l'on m'a voulu faire craindre d'estre mis en prison et mesme je reçois de temps en temps des avis assez sérieux sur cela, mais qui ne m'intimident aucunement². »

*
* *

Sitôt hors de prison, Rákóczi, comme Bercsényi six mois auparavant, s'était réfugié en Pologne.

Le 26 novembre, il était à Varsovie et se présentait à Du Héron qui l'envoya aussitôt à Lowitz auprès du Cardinal Radziowski, Primat de Pologne, en même temps qu'il écrivait à ce prélat une lettre de recommandation, où, prudemment, il feignait d'ignorer l'arrivée du Prince fugitif.

« Le Roy de Pologne m'a fait l'honneur de me dire que le Prince Ragotskj en se sauvant de Neustat a pris la route de Pologne ; comme le pretexte de la persécution que ses ennemis luy ont suscitée est une intelligence avec Sa Majesté que j'ay d'autant plus lieu de croire supposée que je n'en aye aucune connoissance, il me semble que je ne puis pas me dispenser de supplier Votre Eminence de luy accorder sa protection s'il y a recours jusqu'à ce que je sois instruit des sentiments de Sa Majesté. Il me paroist que les ennemis du Prince Ragotskj ayant abusé du

(1) *Idem*, 19 novembre 1701. *Ibid.*, 1^o 375.

(2) *Idem*, 7 décembre 1701. *Ibid.*, 1^o 409. A l'invitation de l'Empereur, qui jugeait inutile qu'une puissance ennemie conservât un agent à Vienne, Morreton quitta cette ville le 8 mai et arriva à Paris le 2 juin 1702.

nom de Sa Majesté pour satisfaire leur passion, il est de la justice de Sa Majesté de s'intéresser à la destinée de ce malheureux Prince. »

Le lendemain, Du Héron manda au Roi ses impressions de cette première entrevue :

« Ces deux seigneurs (*Rákóczi et Bercsényi*) se sont joints. Ils m'ont encore l'un et l'autre assuré que s'ils peuvent avoir cinq ou six mille hommes de troupes étrangères afin de faire voir à la nation qu'elle sera secourue par Votre Majesté ou par le Roy d'Espagne, ils se font forts que toute la Hongrie en moins de trois semaines se joindra à eux ; le Prince Ragotskj est bien fait, il a beaucoup d'esprit et infiniment plus que je n'avois osé dire, il conserve dans ses malheurs une fermeté dont peu de personnes seroient capables¹. »

L'arrivée de Rákóczi accrut encore le zèle de Du Héron pour l'affaire hongroise, et, malgré les fins de non-recevoir successives que Louis XIV lui avait opposées, il reprit ses instances.

Déjà le 6 novembre, la veille même de l'évasion de Rákóczi, il avait envoyé au Roi un nouveau mémoire hongrois, plus suppliant encore que le premier, sous le titre de

« *Propositions à représenter au Sérénissime Roy Très-Chrétien*². »

Le préambule disait :

« Comme le Royaume de Hongrie dans son malheur met toute son espérance et sa confiance dans le puissant secours de Sa Majesté Très-Chrétienne, et qu'il a recours à elle, il faut humblement supplier Sa Majesté de daigner ne pas refuser de le secourir non seulement secrètement, mais encore ouvertement ; ce qui sera non seulement utile et avantageux au Royaume de Hongrie, mais encore à Sa Majesté et lui acquerra une gloire immortelle, ainsi que les raisons suivantes le font voir. »

(1) Du Héron à Louis XIV. Varsovie, 27 novembre 1701. *Aff. Étr. Pologne* 110, f° 251.

(2) Mémoire de Bercsényi, 6 novembre 1701. *Aff. Étr. Hongrie* 9, f° 37.

Suivait une série d'articles dont le premier affirmait :

« Il est certain qu'il n'y a point d'entreprise qui puisse causer à l'Empereur une plus grande diversion de ses forces que celle de Hongrie... »

Le Mémoire se terminait par cet appel emphatique :

« Ainsy Sa Majesté Très-Chrétienne est très-humblement suppliée par cette remontrance d'acquérir à un prix si modique une gloire éternelle, l'attachement éternel du Royaume de Hongrie, le succez de ses armes, la sureté de la Monarchie d'Espagne, l'Empire de la mer, et la fin de la Guerre d'Italie qu'on abrègera certainement par les moyens que l'on vient de proposer. »

Peu ému par ces offres de « gloire éternelle à prix modique » et d' « empire de la mer », Louis XIV, déjà informé de l'agression contre Bercsényi, répondit non sans ironie :

« Je douterois que ce Prince (*le Roi de Pologne*) voulust entrer dans l'exécution de ce projet et par conséquent je la croirois difficile quand mesme on pourroit prendre quelque confiance aux rapports de sujets mécontents dont la veüe est toujours de faciliter les entreprises qu'ils croyent propres à les rétablir aux distinctions dans leurs pays.¹ »

Le 1^{er} décembre, reprenant les termes de sa lettre du 26 novembre, Du Héron lui écrivait :

« Le Prince Ragotskj et le Comte Berchinj soutiennent l'un et l'autre que l'exécution de ce dessein est immanicable s'ils peuvent entrer en Hongrie avec cinq ou six mille hommes et faire connoistre que Votre Majesté est résolue de leur fournir tous les secours nécessaires pour mettre fin aux malheurs des hongrois. Elle auroit bonne opinion de l'esprit et de la capacité du Prince Ragotskj si elle estoit informée avec quelle adresse il a sceu former un très grand party, sans cependant donner d'ombrage à la Cour Impé-

(1) Louis XIV à Du Héron. Versailles, 24 décembre 1701. Aff. Étr. *Pologne* 110, f^o 254.

riale qui n'auroit rien sceu de ses desseins que dans le temps de l'exécution, si Longueval ne l'avoit trahy¹. »

Et il ajoutait cette phrase qui, sous un aspect innocent, révélait en réalité la première amorce d'une tactique un peu puérile de Rákóczi, cherchant à convaincre la France que tout ce qu'il avait entrepris ne l'avait été que pour elle, dans son seul intérêt :

« Il (*Rákóczi*) espère que Votre Majesté ne l'abandonnera pas, puisque l'envie qu'il avoit d'estre de quelque utilité à Votre Majesté luy a attiré la persécution qu'il a soufferte... »

* * *

Le Roi Auguste n'ignorait pas la présence de Rákóczi dans son royaume : c'est même de lui que, dès le 24 novembre, Du Héron avait appris l'entrée du Prince en Pologne².

Aussi, quand, à quelques jours de là, l'envoyé de l'Empereur à Varsovie reçut un courrier de Vienne, pensa-t-on aussitôt qu'il avait mission de demander au Roi l'autorisation de faire arrêter Rákóczi sur ses terres. Mais le Roi, que Du Héron prit la liberté de questionner, lui répondit qu'on était persuadé à Vienne que Rákóczi avait pris la route de Suède³. Du Héron, sans y croire, se contenta de cette assurance.

Mais, dès les premiers jours de décembre, n'oubliant pas que la tête de Rákóczi était mise à prix, et craignant les entreprises de la Cour de Vienne, il se mit en quête d'un asile pour ses deux protégés ; il le trouva chez une grande dame de l'aristocratie russe, « douée d'un esprit et d'un courage virils »⁴, Elisabeth Lubomirska, qui avait épousé un seigneur polonais, Adam Sieniawski, Palatin de Beltz. Rákóczi et Bercsényi s'installèrent aussitôt dans ses terres, non loin de Léopol⁵.

(1) Du Héron à Louis XIV. Varsovie, 1^{er} décembre 1701. *Ibid.*, f° 273.

(2) Idem, 24 novembre 1701. *Ibid.*, f° 230 ss.

(3) Idem. *Ibid.*

(4) Rákóczi, *Confessions*. Aff. Étr. Hongrie 16, f° 238.

(5) Du Héron à Louis XIV. Varsovie, 16 décembre 1701. Aff. Étr. Pologne 110, f° 309. Et 22 décembre, f° 320.

L'inlassable Du Héron se préoccupa alors de pourvoir à leur subsistance : ses ressources n'y pouvant suffire, il fit appel à la générosité de Louis XIV.

Dès le 28 juillet, alors que Bercsényi était encore seul en Pologne, il avait déjà écrit au Roi :

« Le seigneur hongrois s'est sauvé avec tant de précipitation qu'il n'a pu rien emporter. Si Votre Majesté croit qu'il puisse luy estre utile, il me semble qu'il seroit bon de luy donner de quoy vivre...¹ »

Le 16 décembre, il lui écrivit :

« Les personnes dont j'ay fait mention dans mes précédentes se trouveront réduites à de grandes extrémités si Votre Majesté n'a pas la bonté de les secourir par quelque gratification². »

Le 22, encore :

« Il me semble qu'il est de la grandeur et de la générosité de Votre Majesté de ne le pas abandonner puisque le crime dont on l'accuse est d'avoir voulu servir Votre Majesté. Le peu qu'il a eu en se sauvant de prison est dissipé, il ne luy reste rien, sa condition fait pitié³. »

Obstiné et brave homme, il pria Torcy de plaider sa cause auprès du Roi :

« Permettez-moy de vous recommander les deux personnes à qui j'ay procuré un azile ; je ne les peux pas voir dans la nécessité où ils sont réduits pour avoir, à ce qu'on prétend, eu recours à la protection de Sa Majesté, et ne les pas assister ; quand le Roy leur accordera une pension, il n'en sera pas plus pauvre...⁴ »

De Versailles, Louis XIV répondit, le 26 janvier 1702, qu'il voulait bien, par charité, accorder la pension demandée, mais tint à préciser qu'il n'était pas dupe de certains arguments :

« Faites moy sçavoir à peu près ce qu'il conviendrait de donner

(1) Idem, 28 juillet 1701. Aff. Étr. Pologne 109, f° 502.

(2) Idem, 16 décembre 1701. Aff. Étr. Pologne 110, f° 309.

(3) Idem, 22 décembre 1701. Ibid., f° 320.

(4) Du Héron à Torcy. Varsovie, 5 janvier 1702. Ibid., f° 347.

pour la subsistance des deux hommes dont vous me parlez, et quels services ils peuvent rendre ; *je n'ay point attiré leur malheur, je ne suis pas mesme encore instruit du dessein qu'ils avoient ; je veux bien cependant ne pas les abandonner*¹. »

1753 Cette lettre ne lui était pas encore parvenue que, le 30 janvier, ignorant l'acceptation du Roi, Du Héron lui écrivait à nouveau :

« Il est de la gloire de Votre Majesté, de sa générosité et si je l'ose dire de sa charité et de son interest de ne les pas laisser périr de misère ; je les ayde autant que je puis, mais le secours qu'ils retirent de moy est fort borné. *Ils peuvent être utiles un jour à Votre Majesté s'ils ne le sont pas a présent. Votre Majesté n'abaissera la Maison d'Autriche et ne fera cesser l'autorité qu'elle s'attribue en Allemagne qu'en ménageant les Hongrois mécontents et la République de Pologne, etc...* »

Et il ajoutait cet appel émouvant :

« Je ne puis pas m'empêcher de supplier Votre Majesté de leur accorder une pension, tandis que leurs malheurs dureront. Seront-ils les seuls de ceux qui ont recours à Votre Majesté qui n'en seront pas secourus ? »

Mais, à côté de ces prières, la même lettre contenait une proposition concrète plus susceptible d'intéresser Louis XIV : le Roi de Pologne étant sur le point de conclure un traité avec l'Empereur², et la sûreté des deux réfugiés s'en trouvant menacée, Du Héron suggérait de les envoyer en une sorte d'ambassade franco-hongroise auprès du Roi de Suède — avec lequel Louis XIV cherchait à contracter alliance³.

« Je sçay, » écrivait Du Héron, « la difficulté qu'il y a à négocier avec le Roy de Suède ; on pourroit la surmonter en envoyant auprès de luy le Prince de Ragotskj et le Comte Berchinj sous prétexte d'aller luy demander sa protection. Le Prince de Ragotskj

(5) Louis XIV à Du Héron, 26 janvier 1702. *Ibid.*, f° 356.

(1) En fait, ce traité fut signé le 16 janvier 1702. Mais ayant été gardé secret, Du Héron n'en connut les termes que quelques semaines plus tard. (Cf. lettre à Louis XIV, de Varsovie le 16 mars 1702. *Aff. Étr. Pologne* 113, f° 77.)

(2) Louis XIV mettait de grands espoirs en Charles XII qui, vainqueur à Riga, le 18 juillet 1701, venait d'entrer en Pologne.

est assuré qu'il la luy accordera. M. le Prince de Ragotskj a toutes les qualitez necessaires pour s'introduire dans les bonnes grâces et dans la familiarité du Roy de Suède et assez d'esprit pour luy insinuer adroitement ce que Votre Majesté souhaitera, &c... Le Roy de Pologne se déclarant pour l'Empereur, ils sont obligez de sortir de ses Estats...¹ »

En même temps, Rákóczi remettait à Du Héron, pour Louis XIV, une lettre que l'ambassadeur n'osait pas transmettre au Roi de peur qu'elle fût interceptée, mais dont il donnait cette analyse :

« Le contenu est qu'il se jette aux pieds de Votre Majesté ; qu'il la supplie de ne luy pas refuser l'honneur de sa protection et qu'il luy offre d'employer *pour son service* son sang et sa vie...² »

La réponse que, de Marly, le 2 mars 1702, le Roi fit à son envoyé marquait une certaine évolution : tout en restant dans une prudente réserve, il acceptait de considérer les possibilités d'une diversion en Hongrie, et demandait des précisions ; quant au projet d'envoyer Rákóczi et Bercsényi auprès de Charles XII, il l'appréciait si fort qu'il promettait, en ce cas, d'augmenter la pension accordée...

« ...les propositions que le Comte Berkini vous a faites au sujet des mouvements que l'on pourroit exciter présentement en Hongrie... Je connois toute l'importance de cette diversion. Mais avant que de promettre de la soutenir, il faut que je sçache quel est le projet de ceux qui la proposent, les moyens qu'ils ont d'y réussir, leurs intelligences, les secours qu'ils demandent et les seuretez qu'ils peuvent me donner que ces secours seront utilement employés. *Au reste, ils ne peuvent être qu'en argent et mesme il ne faut pas que les sommes soient bien considérables.* Si quelque Polonais puissant par ses richesses et par son crédit pouvoit se mettre en teste de profiter de la disposition des Hongrois et de se faire Roy d'Hongrie, rien ne me paroistroit meilleur pour donner plus de force aux mouvements qu'on pourroit exciter sur ce prétexte... Enfin s'il y a quelqu'un à la teste et que je voye quelque apparence

(1) Du Héron à Louis XIV. Varsovie, 30 janvier 1702. Aff. Étr. Pologne 110, f° 422.

(2) Idem, 5 février 1702. *Ibid.*, f° 439.

de succez, je donneray les secours qu'on pourra raisonnablement me demander.

« Je ne doute pas que dans cette conjoncture le Roy de Suède ne reçoive favorablement le Prince Ragotskj et le Comte Berkini, qu'il ne les regarde l'un et l'autre comme capables de luy donner des moyens de se venger de ses ennemis ou de leurs alliez. Leur propre seureté les oblige à se retirer incessamment des États du Roy de Pologne. Ils doivent assez connoistre son caractère et le Comte Berkiny l'a suffisamment éprouvé pour juger que ce Prince accordera sans peine ce que l'Empereur pourroit luy demander sur leur sujet.

« Je vous ay déjà mandé que je voulois bien pourvoir à leur subsistance lorsque vous m'aurez fait sçavoir à peu près ce que vous croyez qu'on pourroit leur donner. S'ils passent auprès du Roy de Suède j'augmenteray ce que j'aurois accordé pour eux en cas qu'ils fussent demeurez en Pologne.

« Si dans la suite le Roy de Suède portoit ses armes dans le Royaume de Bohême, le Prince Ragotskj pourroit y trouver de quoy se dédommager des grands biens qu'on luy a fait perdre en Hongrie¹. »

Le 12 février, Du Héron informait le Roi que des marchands français arrivant de Hongrie disaient que

« les peuples n'attendaient qu'une personne qui se mit à leur teste pour se révolter, et qu'entre les places où ils avaient passé, il n'y avait que de très faibles garnisons². »

Le 19, parlant de la malheureuse conjuration de l'année précédente, il écrivait :

« Leur intention estoit de faire une puissante diversion en Hongrie, de tascher de la rétablir dans sa liberté première pendant que Votre Majesté assureroit au Roy d'Espagne les différents estats de sa monarchie.

« Ils (*Rákóczi et Bercsényi*) croient³ avoir receu une lettre de M. de Barbesieux à qui Longueval s'estoit adressé. *Ils se flattoient comme ils font encore d'estre aydez de Votre Majesté &c...* »

(1) Louis XIV à Du Héron. Marly, 2 mars 1702. *Ibid.*, t° 459.

(2) Du Héron à Torcy (pour Louis XIV). Varsovie, 12 février 1702. *Ibid.*, t° 465.

(3) Du Héron ignorait l'existence de la lettre de Barbesieux.

Puis, en réponse à la lettre du Roi, du 26 janvier, qu'il avait enfin reçue, il évaluait la pension à servir aux deux exilés :

« Je crois que Votre Majesté ne peut pas leur donner moins pour leur subsistance que dix mille écus¹ par an ; cette dépense ne seroit point perdue quand elle ne feroit que maintenir la réputation que Votre Majesté s'est acquise de protecteur des Princes malheureux². »

De Marly, le 16 mars, le Roi retrancha un tiers de l'estimation de son ministre, et, une fois de plus, tint à mettre au point les conditions de sa générosité :

« Je ne vois guère de fondement à faire sur l'utilité que l'on pourroit retirer du Prince Ragotskj et du Comte Berchini. Je veux bien cependant contribuer à leur subsistance. Mais il faut considérer qu'ils n'ont rien fait encore pour mon service, que leur malheur n'a point été causé par aucune marque qu'ils aient donnée de leur attachement à mes intérêts. Comme il est même incertain qu'ils puissent y servir ou par eux-mêmes ou par leurs amis, je croiray faire beaucoup pour eux en leur assurant dans ce commencement une somme annuelle de vingt mille livres dont il y en auroit douze pour le Prince Ragotski et huit pour le Comte Berchini. Les services qu'ils me rendront dans la suite pourront faire augmenter cette gratification³. »

Ainsi, le premier « subside » accordé par Louis XIV le fut pour tirer de la misère deux gentilshommes dans l'infortune, et non pour subventionner ou exciter une diversion politique.

* * *

Du Héron avait atteint son premier but : mettre Rákóczi et Bercsényi dans un asile sûr, et leur assurer de quoi vivre. Restait le second but, de beaucoup le plus important : décider le Roi à soutenir leur action en Hongrie.

Il avait jusqu'alors tenté de convaincre Louis XIV des

(1) C'est-à-dire trente mille livres.

(2) Du Héron à Louis XIV. Varsovie, 19 février 1702. *Ibid.*, t^o 481.

(3) Louis XIV à Du Héron. Marly, 16 mars 1702. *Ibid.*, t^o 494.

avantages de cette action ; retournant l'argument, il lui montra le danger de ne pas agir. Il écrivait, le 10 mars 1702 :

« La Transylvanie va devenir une source de forces et de richesses intarissables si l'Empereur en jouit encore quelques temps tranquillement...¹ »

Le Roi, nous l'avons vu, n'excluait pas *a priori* l'idée d'une diversion en Hongrie ; mais c'est de la Turquie qu'il en eût souhaité l'initiative, beaucoup plus que de Rákóczi². Sans elle, sans le secours de ce puissant réservoir d'hommes et d'argent, les chances de succès lui paraissaient très faibles, et, par le canal de Ferriol, il essayait — sans effet, du reste — d'exciter la Porte à déclarer la guerre à l'Empereur.

Dès le 20 décembre précédent, il lui avait écrit :

« On parle beaucoup du mécontentement des Hongrois. Vous avez scéu que le Prince de Ragotskj avoit été arrêté, il s'est sauvé et il est présentement auprès du Roy de Pologne. En d'autres temps, les Turcs auroient profité d'une conjoncture aussy favorable pour relever la réputation de leur Empire³. »

Quatre mois plus tard, le 20 mars, il écrivait encore :

« Toute l'Europe se trouvant à la veille d'une guerre générale, il seroit facile aux Turcs de rétablir leur réputation, sans exposer leur Empire aux malheurs qu'ils ont essuyé pendant la dernière guerre. Je ne pretens point leur conseiller de la recommencer, je crois mesme qu'on tenteroit inutilement de leur en faire voir les avantages. Mais ils en trouveraient certainement s'ils pouvoient se déterminer seulement à faire faire à leurs troupes quelques mouvements en Hongrie. L'Empereur en a fort peu présentement dans ce royaume...⁴ »

(1) Du Héron à Louis XIV. Varsovie, 10 mars 1702. *Ibid.*, t° 518.

(2) En ce mois de mars 1702, Torcy reçut la visite d'un sieur de Chalus, sujet de l'Empereur, envoyé de Vienne par Morreton qu'il harcelait depuis décembre avec un projet pour soulever la Hongrie, par rancune contre Léopold qui lui avait promis un régiment sans le lui donner. Torcy, après examen du projet « où il paroissoit beaucoup de vision », répondit à Chalus que le Roi « étant armé seulement pour la justice étoit bien éloigné d'employer des voyes semblables à celles qu'il proposoit », et l'avisa de sortir incessamment du royaume (*Aff. Étr. Autriche* 78, f° 415, 420, 447, 463, 546, 562, 571, 572, 577, 584, 585).

(3) Louis XIV à Ferriol. Versailles, 20 décembre 1701. *Aff. Étr. Turquie* 38, f° 140.

(4) *Idem*, 20 mars 1702. *Ibid.*, t° 178.

Et Louis XIV suggérait à son ambassadeur de faire briller à leurs yeux l'espoir d'une amélioration du traité de Karlowitz, l'Autriche étant pour l'instant fort occupée en Italie.

Mais ces appels habiles à l'amour-propre et aux intérêts des Turcs ne trouvaient pas d'échos dans un peuple trop récemment vaincu, et épuisé.

Cependant, le Roi ne voulut pas décourager le zèle de Du Héron, et il lui manda

« en cas que l'on pust songer à faire une diversion du costé de la Transylvanie, d'examiner quelles mesures il y auroit à prendre pour cet effet, et les facilités qu'on y pourroit trouver¹. »

Entre temps, sa lettre du 2 mars, demandant des précisions sur les projets des Hongrois, était arrivée à Varsovie, et Du Héron s'était empressé de demander à Rákóczi et Bercsényi un rapport complet². Quelques jours plus tard, le courrier emportait vers Versailles un long mémoire³.

« Notre intention » y était-il dit, « est de venger la liberté injustement opprimée et de délivrer des misères de la servitude le peuple qui gémit et qui n'aspire qu'à ce moment ; et par ce moyen servir *aussy* le Roy par cette utile diversion, mériter par ce service l'éternelle protection et alliance de Sa Majesté pour le maintien le plus solide du royaume et procurer l'élection d'un Roy qui convienne à Sa Majesté. »

Suivaient des considérations sur l'impatience ardente et unanime du peuple hongrois à secouer son joug, et sur le concours assuré des seigneurs polonais... pour peu que Louis XIV sût y mettre le prix.

Enfin, Rákóczi et Bercsényi protestaient de leur sincérité et bonne foi, et affirmaient, en termes véhéments et pompeux, préférer la mort au mépris dont Sa Majesté Très-Chrétienne ne manquerait pas d'accabler « l'inexcusable infâmie d'une éternelle perfidie ».

(1) Louis XIV à Du Héron. Meudon, 6 avril 1702. *Aff. Étr. Pologne* 110, f° 533.

(2) Du Héron à Louis XIV. Varsovie, 19 mars 1702. *Ibid.*, f° 536.

(3) *Aff. Étr. Pologne* 110, f° 562. Le mémoire n'est pas daté.

Ce mémoire, digne et déferent, mais qui laissait paraître d'assez grandes illusions, ne parvint pas à vaincre le scepticisme de Louis XIV. Néanmoins, soucieux de ménager l'avenir — la Grande Alliance anglo-hollando-autrichienne venait de déclarer la guerre à la France le 15 mai 1702 — le Roi instruisit Du Héron d'entretenir les bonnes dispositions des exilés.

« J'ai entendu » lui répondit-il de Marly, le 18 mai, « la lecture des mémoires. Il seroit à souhaiter qu'il fust possible de les exécuter et en ce cas mes secours ne manqueroient pas. Mais je ne vois point encore les mesures que l'on pourroit prendre pour lever des troupes suivant ce projet, les facilitez pour les faire agir. Enfin il ne paroît pas que les dépenses que je ferois dans cette veue pussent produire aucun effet cette année. Les sommes qu'il y faudroit employer seroient cependant très considérables. Toutes ces raisons me font croire que pour ne pas faire inutilement d'aussy grandes dépenses, il faut seulement entretenir la bonne volonté de ceux dont vous m'envoyez les propositions. Ainsy vous les exhorterez à travailler de leur part au bien de leur patrie et vous les assurerez que lorsqu'il y aura quelque apparence d'y réussir mes assistances ne leur manqueront pas¹. »

*
* *

Vers le même temps, de graves événements intérieurs survenant en Pologne obligèrent Du Héron lui-même à modérer, sinon à cesser, son action.

Il mandait au Roi, le 19 juin 1702 :

« L'estat tumultueux où les affaires paroissent en Pologne, éloigne l'exécution des desseins qu'on pourroit former pour profiter du mécontentement général des Hongrois ; il faut les suspendre jusques à ce qu'on voye de quelle manière elles pourront finir². »

Auguste II, battu par Charles XII à Clissow, le 19 juillet, semblait de moins en moins assuré sur son trône, et Du Héron, écrivant à Louis XIV le 31 du même mois, lui citait Rákóczi comme un candidat possible à la couronne

(1) Louis XIV à Du Héron. Marly, 18 mai 1702. *Ibid.*, f° 588.

(2) Du Héron à Louis XIV. Varsovie, 19 juin 1702. *Aff. Écr. Pologne* 111, f° 87.

de Pologne, pour le cas où une révolution renverserait Auguste¹.

A quoi le Roi, bienveillant mais encore sceptique, répondit de Marly, le 24 août, que

« de tous les étrangers le meilleur et le plus à souhaiter seroit certainement le Prince Ragosky, mais qu'il n'y voyait nulle apparence². »

Rákóczi, de son côté, sentant sa sûreté compromise en Pologne par l'alliance de dix années conclue en janvier entre Auguste II et l'Empereur, et incertain des projets du Roi de Suède, avait, dès le mois de mai, envoyé un émissaire à son beau-père Tököly, en Turquie, pour se ménager une retraite éventuelle dans ce pays.

Le 8 juin, de Pera, Ferriol écrivait au Roi :

« Il est venu de Pologne un gentilhomme hongrois de la part du Prince Ragosky, qui s'est adressé au Prince Tekely pour savoir si les Turcs voudroient lui donner une retraite et une subsistance proportionnées à sa qualité. Ce Prince est à plaindre que son destin le porte à une si grande extrémité, mais s'il estoit venu icy sans régler ses conditions et s'asseurer d'un azile, il auroit peut être esté assez malheureux pour être livré à l'Empereur³. »

Quelques semaines plus tard, le 10 juillet, Ferriol, ayant eu une entrevue avec l'envoyé de Rákóczi, retour de Nicomédie, précisait que « ce gentilhomme ayant fait ses propositions au Prince Tekely, ce dernier n'avait pas crû devoir en parler à la Porte, de crainte qu'on ne lui reprochât qu'il vouloit encore exciter une nouvelle guerre » ; que Rákóczi, installé avec Bercsényi dans le château d'un seigneur polonais à Brezane en Podolie, auprès de Camienieck, voulait demander au Roi de Suède de soutenir leurs intérêts ; mais que si leur dessein ne réussissait pas, et que la République de Pologne refusât de les prendre sous sa sauvegarde, « leur intention étoit de passer secrètement

(1) Idem, 31 juillet 1702. *Ibid.*, f° 182.

(2) Louis XIV à Du Héron. Marly, 24 août 1702. *Ibid.*, f° 190.

(3) Ferriol à Louis XIV. Pera, 8 juin 1702. *Aff. Étr. Turquie* 38, f° 231.

en Turquie pour rentrer de là dans les autres terres de la Chrétienté, où ils pourraient du moins respirer, après avoir esté longtems renfermez dans un fort petit château et exposez à mille dangers ». Il ajoutait que toute l'ambition de Rákóczi, s'il était obligé de sortir de Pologne, était de passer au service de Louis XIV : « On peut dire qu'il est l'homme le plus considérable de toute la Hongrie par la naissance et par sa richesse, parfaitement bien fait de sa personne, qu'il a le courage des Serins¹ dont il est descendu par sa mère, qu'il parle parfaitement toutes les langues et qu'il est en estat de rendre de longues services n'ayant que 25 ans, qu'enfin on ne pourroit trouver dans toute la Hongrie un homme plus accomply que luy. » Il terminait en demandant les ordres du Roi, pour le cas que les deux seigneurs hongrois viendraient à Constantinople².

* * *

Rákóczi resta cependant en Pologne pendant les mois qui suivirent, observant les événements et espérant un changement favorable dans l'esprit du Roi de France.

Mais la Guerre de Succession continuait à se montrer propice aux armes françaises. Si le 1^{er} février 1702, l'incapable Villeroi, successeur de Catinat en Italie, s'était laissé prendre dans Crémone, le hardi Vendôme qui l'avait remplacé avait renoué la série des succès.

Le 9 septembre, Landau fut pris par les Impériaux après cent quarante jours de siège, et le 30 la Diète des Cercles de l'Empire, entrés dans la Grande Alliance le 22 mars, déclara la guerre à la France.

Mais le 25, Maximilien de Bavière s'était emparé d'Ulm ; Louis XIV, accouru à son aide, portait la guerre au cœur même de l'Allemagne, et, le 14 octobre, Villars écrasant Louis de Bade à Friedlingen était, sur le champ de bataille, acclamé maréchal de France par ses troupes.

Moins que jamais, donc, les hasardeux projets de Rákóczi avaient-ils chance d'être accueillis par le Roi,

(1) Déformation française du nom de la famille Zrinyi, à laquelle appartenait la mère de Rákóczi.

(2) Ferriol à Louis XIV. Péra, 10 juillet 1702. Aff. Étr. *Turquie* 38, f^o 244.

dont la pensée, d'ailleurs, restait tournée vers la Turquie pour une éventuelle diversion.

De Versailles, il écrivait encore à Ferriol, le 13 novembre 1702, de conseiller aux Turcs — dont on craignait alors une attaque contre Venise — un mouvement fructueux en Hongrie, plus profitable à leurs intérêts qu'une guerre avec les Vénitiens. Et comme, dans sa dernière lettre, Ferriol avait proposé d'envoyer servir en France certains officiers hongrois de la suite de Thököly — que celui-ci, malade, avait dégagés de leur serment de fidélité¹ — il l'avisait de les laisser à Constantinople où ils seraient plus utiles si quelque mouvement se faisait en Hongrie².

*
* *

En ce même mois, se produisit en Pologne un grave incident diplomatique. Dans la nuit du 10 au 11 novembre — un an après l'agression dont Bercsényi avait été victime — l'ambassadeur Du Héron — qui avait, non sans imprudence, pris parti contre Auguste II et soutenu les intérêts du Prince de Conti — fut, en dépit de sa qualité, alors qu'il revenait de souper chez le Maréchal de la Cour, enlevé par un détachement de cinquante dragons aux ordres d'un lieutenant-colonel, et transporté à Thorn d'où, après quelques jours de détention, il fut reconduit sous escorte à la frontière française.

Louis XIV ressentit une violente colère de cette insulte et, malgré les protestations d'innocence du Roi Auguste faisant retomber la responsabilité sur le ministre Beuchling, fit arrêter tous les Polonais qui se trouvaient dans le royaume et ne les remit en liberté que quand Du Héron y fut rentré lui-même, sain et sauf, en décembre³.

Par représailles, Du Héron ne fut pas remplacé et ses fonctions furent partagées entre son secrétaire Maron, et le marquis de Bonac, ambassadeur du Roi en Suède, en résidence à Dantzig.

Un peu dérouté par ce brusque départ qui, selon ses

(1) *Idem*, 2 octobre 1702. *Ibid.*, f° 261.

(2) Louis XIV à Ferriol. Versailles, 13 novembre 1702. *Ibid.*, f° 283.

(3) *Aff. Étr. Pologne* 113, f° 245 ss.

propres termes, lui enlevait un « ami fort attaché »¹ et privait la cause magyare d'un ardent avocat, Rákóczi se préoccupa, plus que jamais, de sortir de Pologne et de passer soit en France soit en Suède, bien que, pour les « empêcher d'écouter les propositions qu'on leur faisoit d'accepter en Allemagne un équivalent des biens qu'ils avoient en Hongrie », et conserver ainsi à la France un « atout » qu'il jugeait précieux, Du Héron eût fait mander à Rákóczi et Bercsényi « qu'ils ne devoient point s'allarmer de son départ, qu'il alloit devenir leur agent auprès de S. M. et qu'il espéroit que leur destinée deviendrait meilleure avant trois mois² ».

De Varsovie, le 11 janvier 1703, Maron écrivait à Du Héron — qu'il tenait exactement au courant comme s'il dût reprendre son poste :

« Reçu une lettre de M. le Prince Ragotskj avec son chiffre grec qui m'a pensé couter les deux yeux. Il marque estre fort empêché pour sa personne et pour les affaires d'Hongrie. Il me demande si je juge qu'il puisse aller en Hongrie et de là en France, ou de faire en sorte qu'il puisse passer auprès du Roy de Suède³. »

Mais ce dernier projet, peu agréable à Charles XII lui-même, ne devait pas avoir de suite. Bonac, venu à Varsovie, écrivait à Louis XIV le 18 février :

« Le Roy de Suède n'a point donné encore un azile au Prince Ragotski ; je crains mesme qu'il ne fasse difficulté de le faire ; ce Prince qui luy a écrit directement sur les espérances qu'on luy avoit données a eu une réponse peu favorable⁴. »

* * *

Encore qu'il n'eût peut-être pas pour l'affaire hongroise un aussi vif enthousiasme que Du Héron, Bonac ne négligea pas cette ressource éventuelle, et chercha à utiliser le zèle de Rákóczi au mieux des intérêts de son Roi.

(1) *Confessions*. Aff. Étr. Hongrie 16, f° 238.

(2) Mémoire de Du Héron. Aff. Étr. Hongrie 9, f° 159 et sq.

(3) Maron à Du Héron. Varsovie, 11 janvier 1703. Aff. Étr. Pologne 114, f° 19.

(4) Bonac à Louis XIV. Varsovie, 18 février 1703. Aff. Étr. Suède 97, f° 103.

C'est ainsi que le 2 mars, il suggérait à Louis XIV de profiter des troubles de Pologne pour faire en Saxe une diversion à laquelle

« le Prince Ragotski pourroit travailler avec succès, en entrant en Saxe avec un petit corps sous prétexte d'aller joindre M. l'Électeur de Bavière¹. »

Rákóczi, de son côté, avait repris ses instances auprès du nouvel ambassadeur. Il lui écrivait le 17 mars :

« Le zèle que nous avons, nous a fait travailler tout le temps de nostre malheur depuis le bénigne agrément de Sa Majesté, receu par son ministre² ; nous n'avons manqué de disposer toutes choses dans le pays pour estre prest à commencer une diversion. »

Puis, après avoir demandé l'envoi d'un commissaire du Roi avec deux ou trois cent mille écus pour la dépense la plus nécessaire du commencement, il terminait en suppliant le Roi

« de laisser agir les inclinations de sa clémence naturelle envers un pays et des personnes qui considéroient sa protection et appui comme l'unique voie capable de rendre leur ancienne félicité &c...³ »

Un autre *Projet sur la Hongrie*, anonyme, demandait encore :

« Scavoir sy le Roy veut accorder au prince de Ragosky protection ouverte à son nom ou a celui du Roy d'Espagne.

« Sy Sa Majesté veut accorder au prince de Ragosky un secours de vingt mille pistoles payables dans deux fois sçavoir la moitié par avance et l'autre moitié après la prise de trois principales villes de Roiaume de hongrie &c...⁴ »

(1) Idem, 2 mars 1703. *Ibid.*, f° 130.

(2) Ainsi Rákóczi interprétait-il la lettre dilatoire de Louis XIV à Du Héron, le 18 mai 1702. Cf. *supra*.

(3) Rákóczi à Bonac, 17 mars 1703. *Aff. Étr. Hongrie* 9, f° 84.

(4) *Ibid.*, f° 79.

« Le mesme Prince (*Rákóczi*) » mandait Bonac au Roy le 27 Avril, « m'escrit qu'un de ses amis luy promet deux mille hommes de troupes dont il sera le maistre quand il voudra, pourveu qu'il puisse fournir à leur subsistance. Le soulèvement des Rasciens en Esclavonie, au nombre de huit mille, que nous apprenons par les lettres de Vienne du 14, facilitera extrêmement les desseins qu'on pourra voir en Hongrie et sy je l'ose dire tout cela doit exciter Votre Majesté à faire quelque attention aux propositions de ces deux seigneurs hongrois¹. »

Louis XIV, ébranlé, répondit en autorisant Bonac à avancer quelqu'argent à Rákóczi, jusqu'à concurrence de trente mille écus, soit quatre vingt dix mille livres.

Un premier pas venait d'être fait.

De son côté, Du Héron, bien que retiré en France, ne cessait de presser le Roi.

« Il semble » écrivait-il de Meskirck le 25 Mai, « que Sa Majesté ne pourroit faire un meilleur usage de 2 ou 300 mille livres, que de les donner pour faire révolter la Hongrie ; il en faudroit peut être moins ; la révolte est certaine pour peu que les Hongrois soient aidés. Si elle arrivoit dans le temps que l'armée de Sa Majesté est au milieu de l'Allemagne, l'Empereur ne sçauroit de quel costé porter ses forces et il seroit réduit à accepter la paix aux conditions que Sa Majesté voudroit imposer. Il reste peu de troupes en Hongrie et les Hongrois n'ont jamais eu une si belle occasion de rétablir leur liberté. Je suis persuadé que les efforts qu'ils feroient ne seroient pas sans succez, s'ils y sont engagez au moyen de quelques sommes d'argent ; ils n'en auront pas besoin dans la suite ; les revenus du Royaume fourniront aux frais de la guerre². »

Trois jours plus tard, le 28 mai, Bonac écrivait au Roi :

« ... Les Hongrois animez par l'espérance des secours qu'ils pourroient recevoir de Bavière se porteront vraisemblablement à des choses qu'ils n'auroient osé entreprendre dans un autre temps, c'est par cette raison, Sire, que sy je remarque que pour profiter de l'ardeur que le Prince Ragoski témoigne d'entrer en Hongrie, il a besoin de quelque argent, je profiteray de la permission que

(1) Bonac à Louis XIV. Varsovie 27 avril 1703. Aff. Étr. Suède 97, f° 221.

(2) Du Héron à Louis XIV, 25 mai 1703. Aff. Étr. Pologne 114, f° 75.

Votre Majesté ma donnée de luy avancer jusqu'à trente mille escus. Je ménageray cependant l'ordre qu'elle m'a donné là-dessus de manière que je ne donneray qu'une partie de cette somme, ou mesme rien du tout sy je puis l'éviter. Il me marque qu'il souhaiteroit d'avoir une entreveüe avec moy, mais qu'il n'ose s'éloigner des frontières de la Hongrie, il m'envoyera peut estre le Comte Bertiny comme je l'en ai prié.

« Il souhaittoit que je luy envoyasse quelqu'un... Mr. Duheron pourroit servir très utilement Votre Majesté en Hongrie, comme le Prince Ragoski le propose, parce qu'outre qu'il connoist desjà ce pays, il luy seroit plus facile qu'à un autre de tirer des secours de Pologne par le moyen des amis qu'il s'y est faits.

« Il paroist que les Impériaux ont peur pour la Hongrie par la précaution qu'ils prennent d'envoyer le Régiment de Montecuculy à Bude¹. »

Cette lettre n'eut pas le temps de parvenir à Versailles, que, le 1^{er} juin, après avoir lancé un manifeste « *A tous ceux de Hongrie qui désiraient le rétablissement de l'ancienne et glorieuse liberté de leur patrie*² », Rákóczi franchit la frontière avec une poignée d'hommes.

La crainte de laisser refroidir l'ardeur belliqueuse des paysans hongrois³, peut-être aussi l'avis que des partisans de l'Empereur projetaient de s'emparer de sa personne⁴, l'avaient décidé à cette action brusquée.

Bercsényi, lui, restait en Pologne pour continuer l'action diplomatique et assurer des secours en hommes et en argent.

Dès le 15 juin, à Varsovie, il remit à Bonac un nouveau Mémoire intitulé :

« Raisons qui font voir la nécessité qu'il y a que Sa Majesté Très-Chrétienne veuille faire avancer quelque argent au Prince Rákóczy et au Comte Bercsény⁵. »

(1) Bonac à Louis XIV. Varsovie, 28 mai 1703. Aff. Étr. Suède 97, f° 274.

(2) Aff. Étr. Hongrie 9, f° 93.

(3) « Il avait avancé son voyage de peur qu'un plus long retardement causât quelque défiance dans l'esprit des soulevez... » (Bonac à Louis XIV. Varsovie, 30 juin 1703. Aff. Étr. Suède 97, f° 318).

(4) Dès le 26 mars 1702, Du Héron avait écrit à Louis XIV, de Varsovie : « On prend de grands soins pour s'assurer du Prince de Ragotsky ; on a débauché des domestiques du Palatin de Beltz. » (Aff. Étr. Pologne 110, f° 549.)

(5) Aff. Étr. Hongrie 9, f° 101.

Il exposait que les projets faits pour la délivrance de sa patrie allaient incessamment éclater par quelque entreprise, et, se fiant, disait-il, « aux assurances que Sa Majesté avait fait donner depuis longtemps par M. Du Héron », demandait, entre autres articles :

« 1^o Que sy on fait un traitté de pais, nous n'en serons point exclus; qu'on conviendra avec nous des conditions qui nous regarderont de sorte qu'il ne soit rien conclu sur nostre sujet sans nostre participation.

« 2^o Que dans deux ou trois mois on nous fasse toucher trois ou quatre cens mille escus, et que s'il arrivoit que l'Empereur nous opposât des forces auxquelles nous ne pussions résister avec ce secours, on nous en fournira de plus considérable. »

Bonac transmit le document au Roi, le lendemain, en l'accompagnant d'une longue lettre¹ où il lui racontait son entrevue avec Bercsényi, annoncée dans sa lettre du 28 mai.

Le comte avait attiré son attention sur le fait que, depuis ses premières sollicitations, les nécessités de la guerre en Allemagne et en Italie avaient obligé l'Empereur à retirer peu à peu ses troupes de Hongrie; que celle-ci se trouvant maintenant entièrement dégarnie, les Hongrois en avaient profité pour s'assembler et que la conjuration groupait présentement plus de dix mille hommes; que, dès lors, la somme nécessaire à l'entreprise projetée était très inférieure à celle qu'on avait d'abord calculée.

Puis Bercsényi avait protesté que Rákóczi et lui ne voulaient agir que de la façon la plus solide; qu'ils avaient déjà engagé pour un million de terres afin de lever des compagnies polonaises; et qu'au demeurant, le meilleur témoignage de la sagesse de leurs résolutions était qu'ils seraient perdus sans ressource en cas d'échec.

Il avait enfin déclaré que Rákóczi, « *quoiqu'il n'eut pas encore de réponse positive de Louis XIV* », n'avait pu s'empêcher de consentir aux avances que lui avaient faites des émissaires des conjurés, parce que les Allemands commen-

(1) Bonac à Louis XIV. Varsovie, 16 juin 1703. *Ann. Étr. Suède* 97, 1^o 289.

gaient à prendre quelque soupçon, et qu'il leur avait envoyé des étendards.

Bonac lui avait alors fait part du crédit de 30.000 écus accordé par le Roi ; mais, n'ayant pu trouver dans Varsovie que 200 ducats et 100 écus, il avait remis à Bercsényi une lettre pour prier la Palatine de Beltz de consentir l'avance du reste.

« J'augure bien » ajoutait Bonac « de cette affaire si considérable dont il y a tant à espérer depuis que j'ay entretenu le Comte Berchinj homme également propre et pour la guerre et pour les affaires auxquelles il paroist entièrement rompu ; il a une éloquence vive et solide, et il est rempli d'expédients et d'intrépidité. Au portrait que tout le monde me fait du Prince Ragotzj, on ne peut désirer en luy que l'expérience, estant né avec toutes les qualitez qu'il faut pour faire un grand homme et avec un air très propre à en imposer au peuple et à attirer son affection, ce qui n'est pas peu dans une entreprise de cette nature. »

Il terminait en informant le Roi que des marchands polonais revenant de Hongrie, et un exprès arrivé de Vienne, venaient d'apporter la nouvelle que les conjurés avaient déjà levé leurs étendards, et que la révolte était une affaire commencée.

Pour magistral que fût ce long exposé, il ne pouvait cependant faire agréer par Louis XIV un mémoire qui prétendait lui interdire tout traité sans en référer à deux gentilshommes hongrois, et lui imposer, pour commencer, une contribution de plus d'un million de livres !

Dans la réponse qu'il fit à Bonac, de Marly, le 26 juillet 1703, le Roi tint à marquer les distances, et précisa, d'ailleurs avec bienveillance, qu'il ne pourrait s'agir, en cas de paix, que de *protection* et non d'engagement. Il convenait, tout en entretenant les relations, d'attendre la suite des événements avant de s'engager plus avant, dans un temps où la guerre exigeait par ailleurs tant de dépenses urgentes.

« Au reste » ajoutait-il, « *je n'aurois pu leur donner de secours équivalens à ceux qu'ils reçoivent de l'entrée de mes troupes en Allemagne, de la diversion de l'Electeur de Bavière et pendant que l'Empereur est attaqué dans ses Etats héréditaires, que ses meilleures*

troupes sont en Italie, il n'est guère en état de s'opposer aux mouvements d'Hongrie et d'empêcher qu'ils ne deviennent très-considérables avant qu'il puisse y apporter du remède¹. »

Ainsi, retournant à Rákóczi et Bercsényi leur argument, c'est Louis XIV qui jugeait avoir fait une diversion en faveur de la Hongrie...

* * *

Les débuts de la révolte n'avaient pas été heureux : dès les premiers engagements, les Impériaux avaient défait les troupes improvisées de Rákóczi, et le soulèvement menaçait de s'achever bientôt en déroute si les Hongrois ne recevaient un prompt secours.

Bercsényi, retourné chez la Palatine de Beltz, se préparait à rejoindre Rákóczi avec deux compagnies et le peu d'argent qu'il avait, et pressait Bonac d'envoyer des fonds.

Celui-ci comprit qu'en s'abstenant plus longtemps, la France perdrait une occasion véritable de nuire à l'Empereur, et dès lors, avec autant de zèle que, naguère, Du Héron, mais, semble-t-il, plus de réflexion, il multiplia ses instances auprès du Roi.

Sa lettre du 16 juin, avec le rapport de Bercsényi, n'était pas encore parvenue à Louis XIV que, le 30, il lui écrivait à nouveau :

« Les suites de cette affaire doivent estre d'une sy grande importance au bien de celles de Votre Majesté que j'ay crû ne devoir rien négliger de ma part pour en faciliter le succès, voyant tout le monde persuadé icy que sy elle réussit, l'Empereur est en quelque façon absolument perdu. »

Il conseillait de ménager le Roi de Pologne, à qui il serait facile d'empêcher qu'on aidât les insurgés, et demandait l'envoi en Hongrie d'une « personne de la part de Sa Majesté, qui pût diriger les desseins des Hongrois de la manière qui serait la plus utile au bien de l'affaire et à ses intérêts et dont la présence les animerait par l'espérance

(1) Louis XIV à Bonac. Marly, 26 juillet 1703. *Ibid.*, f° 306.

de sa protection », ainsi que le transfert rapide de sommes d'argent à Dantzig. Il ajoutait :

« L'ambassadeur de l'Empereur a dit qu'il porteroit ses plaintes à la République contre ceux qui avoient réfugié et secouru le Prince Ragoski. Je crois qu'on fera peu d'attention à ses plaintes, mais Votre Majesté jugera peut-estre que la générosité que la Palatine de Beltz a eu de le garder chez elle, et les secours qu'il en a receus, mériteroit qu'elle voulut bien luy témoigner au moins qu'elle ne l'ignore pas. Cette Dame s'offre encore à faire transporter par ses gens l'argent qu'on voudra faire passer en Hongrie, et ce sera une des meilleures voies tandis qu'on ne sera pas seur du Roy de Pologne¹. »

Le 3 juillet, il offrit au Roi d'aller faire en Hongrie, incognito, un voyage d'information de trois ou quatre semaines². Mais, prudent, Louis XIV jugea qu'une telle expédition n'était pas dans le caractère d'un ambassadeur, et n'accueillit pas la proposition.

Quatre jours plus tard, Bonac mandait encore :

« Mr. le Palatin de Kionie, Potoski, m'a envoyé un exprès pour m'apprendre qu'il avoit donné au Prince Ragoski environ cinq cens hommes qui estoient actuellement en marche pour le joindre, il me marque qu'il ne s'est porté à servir comme il a fait Mr. le Prince Ragoski que pour témoigner à Votre Majesté dans une chose de cette importance le zèle qu'il a toujours eu et qu'il aura toujours pour ses interests ; c'est un seigneur fort puissant et duquel on pourroit tirer beaucoup d'utilité pour le soutien des affaires de Hongrie, dont je prends la liberté de proposer de nouveau tous les avantages à la considération de Votre Majesté. Je la supplie de me pardonner cette hardiesse, et de permettre encore que j'ajoute que *ce n'est rien que de secourir les hongrois sy on ne le fait avec toute la diligence praticable*³. »

Et le 17 juillet, il répétait :

« Il est bien à craindre que si le Prince Ragoski n'est promptement secouru, il ne soit obligé d'abandonner entièrement une entreprise si utile au service de Votre Majesté⁴. »

(1) Bonac à Louis XIV. Varsovie, 30 juin 1703. *Ibid.*, t° 318.

(2) Idem, 3 juillet 1703. *Ibid.*, t° 331.

(3) Idem, 7 juillet 1703. *Ibid.*, t° 336.

(4) Idem, 17 juillet 1703. *Ibid.*, t° 346.

Cependant, la nouvelle des premiers insuccès de Rákóczi était parvenue à la Cour, exagérée encore par la propagande autrichienne.

De Marly, le 9 août, le Roi répondit à Bonac :

« J'apprens par les dernières lettres de Vienne que les troupes de l'Empereur en Hongrie ont eu un nouvel avantage, que le Prince Ragotsky a couru risque d'estre pris et qu'on est persuadé en cette Cour que les mouvemens excitez dans ce Royaume n'auront point de suites. Cet estat incertain m'oblige d'attendre encore quelque temps avant que de risquer des sommes nécessaires ailleurs et de faire passer personne de ma part en ce pays¹. »

Pour la septième fois, Louis XIV refusait d'intervenir.

* * *

Mais la cause de Rákóczi avait trouvé en la Palatine de Beltz, encouragée par Bonac, un actif soutien.

Zélée pour le service du Roi et pensant lui être agréable², elle avait déjà contribué au départ du Prince. Elle lui fit parvenir au début d'août la moitié de l'argent que Bonac lui avait remis à cette intention — sans doute les trente mille écus autorisés par Louis XIV³.

D'autres sommes furent-elles, dès cette époque, accordées par le Roi, en dépit de sa dernière lettre ? Deux documents conservés dans les Archives des Affaires Etrangères le laisseraient penser : ce sont les minutes de deux ordonnances royales de paiement, l'une de 93.000 livres, l'autre de 31.620 livres, à l'ordre d'un anonyme, et datées de Versailles, le 20 août 1703. Elles sont ainsi rédigées :

« GARDES... payez comptant au Porteur la somme de..... que je luy ay ordonné pour estre employé aux *affaires secretes dont je ne veux estre icy fait mention* ; et rapportant pour vous la presente *sans endossement ny quittance*, ladite somme de..... sera employée

(1) Louis XIV à Bonac. Marly, 9 août 1703. *Ibid.*, f° 326.

(2) « Dame d'un grand mérite, et fort zélée pour la France », écrivait Bonac à Torcy, de Varsovie, le 12 janvier 1703. *Aff. Étr. Suède* 97, f° 27.

(3) Maron à Torcy. Varsovie, 18 août 1703. *Aff. Étr. Pologne* 114, f° 145.

au premier acquis de comptant qui sera expédié par certification à votre décharge¹. »

Une note marginale révèle que ces sommes étaient « pour Rákóczi ».

Maron, bien en cour auprès de la Palatine, travaillait de son côté à en maintenir les bonnes dispositions.

De Varsovie, le 6 septembre, il écrivait à Torcy que la princesse avait envoyé cinq mille ducats à Rákóczi, mille à son mari, Szen'avski, dont il convenait d'exciter l'intérêt en faveur des affaires de Hongrie, mille enfin au Palatin de Kionie qui venait d'expédier 900 hommes à Rákóczi et était prêt à en fournir beaucoup plus s'il recevait 30 écus par dragon et 20 par Valaque.

« La Palatine » ajoutait-il « offre de faire toutes avances utiles pour la guerre de Hongrie si elle reçoit des lettres d'Hélistant² lui assignant le remboursement sur des marchands de Varsovie.

« Elle est entrée en marché avec le Roy de Pologne pour 1.000 fusils pour Rákóczi, à prendre sur 4.000 que le Roy a dans le magasin d'Elbing. Elle a dit au Roy que c'était pour son mari.

« La prévention dans laquelle on est icy que c'est la France qui agit principalement dans ce qui se passe en Hongrie, rend les ministres étrangers si vigilants sur ce que font les agents français que, sans elle, les achats de munitions et envois d'argent seraient pratiquement impossibles³. »

*
* *

Tant courut le bruit que Louis XIV faisait tenir cent mille livres par mois aux mécontents, qu'à la sollicitation des ambassadeurs, le Roi Auguste écrivit à Dantzic pour défendre qu'on fit aucune remise d'argent aux étrangers résidant en Pologne, et interdit à tous les Polonais de fournir des troupes aux insurgés hongrois⁴.

Mais en même temps, fidèle à ses habitudes de duplicité, il fit savoir à Maron, par le comte de Lagnasco, qu'il n'avait

(1) Aff. Étr. Hongrie 9, f° 113.

(2) J. B. Hélistant, banquier de Paris qui avait un grand commerce d'argent avec la Pologne.

(3) Maron à Torcy. Varsovie, 6 septembre 1703. Aff. Étr. Pologne 114, f° 155.

(4) Idem, 13 septembre 1703. *Ibid.*, f° 159.

rendu ses édits que pour garder les apparences, qu'il se souciait peu de leur application et qu'il n'ignorait pas que les fusils vendus par lui à la Palatine de Beltz étaient pour les Hongrois. Il se flattait même d'avoir fait donner avis à Rákóczi de se sauver en Pologne, ayant été informé que quelques Polonais partisans de l'Empereur avaient dessein de l'enlever...¹

Au vrai, ce zèle imprévu n'était pas sans calcul. Charles XII de Suède, maître de la Pologne, affirmait sa volonté de détrôner Auguste sans que l'Empereur Léopold marquât la moindre intention de défendre son allié.

Déjà déçu par la Cour de Vienne qui ne lui avait pas versé certaines sommes promises, l'Electeur ne vit d'autre chance de sauver sa couronne que dans la protection de la France. Renversant, une fois de plus, sa politique, il essayait donc de rentrer en grâce auprès de Louis XIV et s'empres-
sait à lui plaire.

Pour contraint que fût ce revirement, il levait cependant un des deux obstacles à une intervention de la France dans les affaires de Hongrie.

Restait le plus fondamental : *l'inutilité* même de cette diversion. Mais les événements allaient bientôt l'abaisser à son tour.

* * *

Si jusqu'alors la fortune avait favorisé les armes françaises, si au début de l'année M. de Tallard avait fait avec les troupes de Bavière une brillante jonction, si Villars avait pris Kehl en mars et battu les Autrichiens de Styrum à Hochstaedt le 20 septembre — sur le terrain diplomatique deux coups frappèrent durement Louis XIV, à l'automne de 1703 : le 25 octobre, le Portugal qui avait déjà traité avec les coalisés en mai à Lisbonne et en août à La Haye, passa à la coalition par le traité de Turin ; et le 8 novembre, la Savoie qui depuis juillet déjà négociait en sous-main contre la France, s'allia à son tour avec ses ennemis.

Ces deux défections, graves sinon imprévues, s'ajoutant

(1) Idem, 27 septembre 1703. *Ibid.*, f° 165.

aux offres de service du Roi de Pologne et à de meilleures nouvelles de la guerre de Hongrie, peut-être aussi la crainte de voir les Hongrois traiter avec l'Empereur, décidèrent enfin Louis XIV à l'action si longtemps écartée. Jour après jour, deux années s'étaient écoulées depuis l'évasion de Rákóczi...

Le 12 novembre, de Versailles, Torcy, recommandant à Maron de suivre l'indispensable Palatine de Beltz si elle se rendait dans ses terres, l'avisait d'encourager le Roi Auguste à soutenir les Hongrois en lui faisant espérer la couronne de saint Etienne, Rákóczi devant se contenter du trône de Transylvanie¹.

Le 15, le Roi écrivait à Bonac qu'il accordait dix mille écus par mois « pour soutenir les affaires de Hongrie », et l'invitait à chercher un bon sujet catholique pour se rendre le plus secrètement possible auprès de Rákóczi, ainsi que quelques officiers et soldats, et un ingénieur².

A l'intention de ce « bon sujet catholique » — qui devait être Fierville — il avait, dès le 12, rédigé une instruction en blanc qui mérite d'être reproduite :

« Sa Majesté est bien éloignée de regarder le Prince Ragotski comme rebelle à l'Empereur. Elle le considère comme le légitime héritier du Prince Ragotski son grand-père, souverain de la Transylvanie autrefois allié de la France et de la Suède. Elle regarde avec raison cette Principauté comme usurpée par l'Empereur, et le Prince Ragotski combattant pour ses droits à la teste d'une nation libre, unie à ses interest par les justes sujets que les hongrois ont de demander le rétablissement de leurs privilèges violez, et aneantis par la Maison d'Autriche. C'est en cette considération que le Roy veut soutenir un Prince que Sa Majesté estime, autant par son mérite personnel que par le souvenir des services et de l'alliance de son grand-père.

« Ainsy le Sieur... arrivant auprès du Prince Ragotski, l'asseuera que les sentimens de Sa Majesté pour luy ne changeront point, et qu'elle veut luy donner des marques de sa protection plus grandes que celles qu'il en a receu depuis qu'il s'est mis à couvert des desseins que l'Empereur et son conseil avoient formé contre luy³. »

(1) Torcy à Maron. Versailles, 12 novembre 1703. *Ibid.*, f° 174.

(2) Aff. Étr. Hongrie 9, f° 126.

(3) *Ibid.*, f° 135.

Légitime souverain... nation libre... On était loin, maintenant, de la lettre écrite à Villars, trente mois plus tôt, où Louis XIV affirmait « son éloignement de favoriser des sujets rebelles à l'autorité légitime de leurs souverains... »

* * *

Ainsi vont les jeux de la diplomatie : Rákóczi, par patriotisme, avait voulu se servir de la France sous couleur de l'aider ; la France, à son tour, allait se servir de lui pour les besoins de sa politique.

Dans l'histoire de leurs relations, un nouveau chapitre s'ouvrait...

Emile PILLIAS.
